Répression de la criminalité

façon aussi peu flatteuse des programmes sérieux du gouvernement; par exemple, notre programme anti-inflation, et nous savons tous que ce dernier remporte déjà des succès, même s'il n'est encore qu'à ses débuts.

M. Jones a essayé de composer avec notre gouvernement, et c'est tout à son honneur, il a essayé de tenir à l'écart les extrémistes de tous genres. Ensemble, nous avons réussi cela, mais dans tout programme, il y a place pour la souplesse, et mieux vaut ne pas tout décider jusqu'au moindre détail, mais attendre d'avoir acquis de l'expérience dans l'application du nouveau programme.

Dans de nombreux cas, les critiques n'ont même pas pris la peine de prendre connaissance du bill et se plaignent de problèmes inexistantes, proposant des choses qui s'y trouvent déjà. D'autre part, les graves problèmes ne sont pas seulement ceux qui sont survenus, mais ceux qui pourraient se poser, soit par exemple en ce qui concerne l'usage des armes entièrement automatiques.

L'an dernier, les déclarations étaient plus stridentes et plus catégoriques; on rejetait tout contrôle des armes à feu! Heureusement, il y en a moins cette année, elles sont plus raisonnables, plus sérieuses et plus conciliantes. Il est possible de discuter avec les propriétaires d'armes à feu et quand le bill est expliqué, ils sont disposés à collaborer avec nous à l'application des nouvelles mesures ou du moins, ils ne sont pas si hostiles ni si agressifs. Toutefois, il reste encore quelques anarchistes et Dieu sait qu'ils ne changeront jamais. Un de mes électeurs a dit publiquement qu'il n'y avait aucun rapport entre les armes à feu et le crime; que les gens devraient avoir le droit de se défendre, de défendre leur famille et leurs biens avec des armes à feu et ne pas avoir à compter sur la police; que notre gouvernement tente simplement de transformer le Canada en dictature communiste et totalitaire en tentant d'effectuer cette réforme du droit; que le bill n'est que la prolongation d'une imposition élevée, même si cette imposition plus élevée sert principalement à venir en aide aux nécessiteux; qu'on court le risque de voir l'esclavage substitué à la liberté; que la peine capitale est la solution magique à nos problèmes.

Je ne comprends pas les divagations de ce genre et je doute que la plupart des Canadiens les comprennent, même les amateurs d'armes à feu. Ces propos paranoïaques nous rappellent l'époque du Far West américain ou du moins les pires moments de la société américaine contemporaine. Ils sont coupables des accusations qu'ils portent eux-mêmes, ils désirent avec avidité exercer leur propre forme de pouvoir, intimider les autres membres de la société, mais pour ma part, je suis prêt, à titre de citoyen paisible qui ne manie pas le fusil, de les combattre jusqu'au bout.

Au nom de l'humanité et de la civilisation, monsieur l'Orateur, renvoyons immédiatement cette mesure sur l'ordre et la sécurité au comité, comme il se doit, et laissons les Canadiens en général décider comment ils veulent mettre ordre à leurs propres affaires publiques avec le soutien sérieux, c'est à espérer, de tout intérêt minoritaire en cause.

● (1610)

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre part au débat. Il est regrettable que le gouvernement ait jugé bon de limiter rigoureusement l'examen de cette importante mesure. Je me suis réjoui d'entendre l'orateur précédent, le député de Halton (M. Philbrook), dire que l'on devrait procéder à un examen approfondi du bill à l'étape de l'étude en comité. J'espère que le gouvernement reviendra dans une certaine

[M. Philbrook.]

mesure sur sa décision et permettra que cet examen se fasse.

Je dirai tout d'abord que ce qui m'inquiète dans le bill, c'est son titre même, qui me semble être une tentative grossière pour camoufler les problèmes abordés par le projet de loi et le bill qui le suivra. J'ignore à qui nous devons la trouvaille que constitue cette nouvelle expression «ordre et sécurité», ou quel avantage particulier il y a pour le gouvernement, ou pour quiconque d'ailleurs, à y recourir. Je sais que le syndrome dit de loi et d'ordre, qui s'est acquis de plus en plus de crédibilité dans certains milieux, semble affectionner ce genre de terminologie, et peut-être veut-on par cette expression adoucir ou camoufler la portée de la mesure législative dont nous sommes saisis.

Quand le président Nixon était au pouvoir, il affectionnait les expressions comme «ordre et sécurité» et «ordre et tranquillité». Son successeur, le président Ford, les a reprises. Si mes honorables amis du parti libéral ont succombé à la même manie, c'est très malheureux. A mon avis, ce genre de phrases faciles n'est tout au plus qu'un jargon vide de sens. Je suppose que ce que le gouvernement veut désigner par «ordre et sécurité», c'est le système de justice pénale, ou le crime et le châtiment, ou l'effort de la société pour intégrer les gens qui commettent des crimes contre elle et le système qu'elle a mis sur pied pour cela. Il est à la mode aujourd'hui d'adopter ce genre d'attitude à l'égard des choses désagréables ou difficiles à accepter.

Je remarque qu'en parlant de la mort, on ne parle plus de salon funéraire, mais de maison de repos. Les réalités fictives ou inventées sont sans doute plus attrayantes. Le cher disparu n'est pas vraiment mort; il ou elle dort profondément! Il est probablement plus agréable que le gouvernement parle d'ordre et de sécurité que de crime et de châtiment et de protection de la société.

Je souligne la chose, monsieur l'Orateur, l'estimant symptomatique du problème fondamental de la mesure à l'étude. A mon avis, en publiant toute cette documentation, et ces deux projets de loi, le gouvernement fait en quelque sorte un tour de passe-passe législatif. Il cherche à créer une illusion, dans la tradition des magiciens; l'ennui c'est qu'il fait semblant de prendre des mesures sérieuses pour régler des situations dont il a déjà conclu qu'elles existent de fait.

Il m'a semblé que le ministre, dans son propos à l'ouverture du débat, a encouragé, dans une large mesure, certains mythes qui entourent le crime, les preuves de son existence et de son contrôle dans notre société. J'y reviendrai plus tard dans mon discours, mais dès le départ j'aimerais signaler que l'un des problèmes réels de la mesure à l'étude aujourd'hui, c'est que le thème même que le gouvernement a choisi d'adopter dans son projet de loi peut être mis en doute.

Dans ses premières observations sur le bill le 5 mars, le ministre avait ceci à dire, entièrement appuyé par le gouvernement, je suppose, et je cite de la page 11578 du Hansard, deuxième colonne:

... je vois trois responsabilités primordiales qui doivent me guider dans la formulation, la recommandation et l'application de mesures relatives à la justice criminelle. En premier lieu, je dois toujours demeurer conscient d'un certain nombre de valeurs fondamentales que reconnaît notre système juridique et sur lesquelles repose et doit continuer de reposer notre société en tant que collectivité civilisée. Il vaut la peine de les rappeler de temps à autre. Ce sont la dignité et la valeur de la personne humaine; le droit de l'individu de jouir de la vie, de la liberté, de la sécurité et de la propriété; la pleine protection de la loi, le règne de la loi et des règles et procédures normales du droit; l'indépendance du pouvoir judiciaire; l'absence de châtiment cruel et exceptionnel; la